

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3028

21 octobre 2014

SOMMAIRE

03 Retail S.à r.l.	145298	High Sky S.A.	145302
AA Iberian Natural Resources & Tourism S.A.	145306	Holdvest SA	145341
Actor HoldCo S.à r.l.	145344	Image-In S.à r.l.	145343
Altisource Solutions S.à r.l.	145305	Immo-Contrat S.à r.l.	145341
Anglesite Sea S.à r.l.	145306	Merhill Holdings S.à r.l.	145327
Anh-My S.A.	145306	Monier Holdings S.C.A.	145304
Asia Fastening (Cayman) S.à r.l.	145299	MontblancManagement S.à r.l.	145304
AXA Luxembourg Fund	145342	Orion IV European 17 S.à r.l.	145301
Bayvk R2 Lux S.A., SICAV-FIS	145328	Peer Management Participation 2 S.A. ..	145303
BERKELEY Properties S.A.	145306	Portet-Lux S.à r.l.	145300
BRE/IBC Germany S.à r.l.	145302	Portovaltravaglia Invest S.A.	145343
BR June II S.à r.l.	145300	Roundwood S.à r.l.	145326
Brutus Pocitos Holding S.A. SPF	145298	Samsonite International S.A.	145300
CD&R Millenium Holdco 1 S.à r.l.	145303	Sebit S.A.	145343
Compagnie Luxembourgeoise de Bâti- ments et d'Entreprises	145303	SEB Private Equity Opportunity III Mana- gement S.A.	145299
CPPIB Credit Investments European Hol- dings S.à r.l.	145298	Silotec S.A.	145305
CPP Investment Board European Holdings S.à r.l.	145300	Sinequanon Health Care SA	145301
CS Italian Opportunities No.1 S.à r.l. ...	145299	Société de Gestion et d'Investissements Immobiliers	145301
CS Real Estate Sicav-Sif I	145303	Spartiax Development S.A.	145304
Film Participations S.A.	145302	Spring Financial Investment S.A.	145344
Fincora Group S.à r.l.	145307	Team Impact A.s.b.l.	145303
FLUIDAP Luxembourg SA	145302	Vakraly S.A.	145305
GRANJA S.A., société de gestion de patri- moine familial, «SPF»	145344	Velosophie S. à r.l.	145299
Grove S.à r.l.	145318	Videodeals.com S.A.	145305
Harrods Property Investments Sàrl	145301	Workammo Assets S.à r.l.	145313
		ZAM Ventures Lux Holding	145298

Brutus Pocitos Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 173.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142644/9.

(140162552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

ZAM Ventures Lux Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.325.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 13 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142527/11.

(140161175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

03 Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 4, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 188.213.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 03 septembre 2014 de transférer le siège social de la société du 59, Grand rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 4, Rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142988/13.

(140162613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

CPPIB Credit Investments European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.831.326,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 151.453.

Il résulte des résolutions prises de l'associé unique en date du 10 septembre 2014 que:

- M. Jean-Christophe Gladek, né le 10 avril 1982 à Mont Saint Martin (France), directeur financier, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, a été nommé gérant de classe B avec effet au 10 septembre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose dès lors comme suit:

- Alfred Chuang, gérant de classe A
- Alain Carrier, gérant de classe A
- Jean-Christophe Gladek, gérant de classe B
- Olivier Dorier, gérant de classe B
- Herman Schommarz, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 12 septembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014142688/21.

(140162528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Velosophie S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 144, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 139.345.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014142508/10.

(140161879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

SEB Private Equity Opportunity III Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Luxembourg, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 179.200.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141770/10.

(140160707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Asia Fastening (Cayman) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 183.508.

Il est à noter que l'un des associés de la Société Infastech S.à r.l. est désormais domiciliée au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Asia Fastening (Cayman) Sàrl

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014142582/14.

(140162041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

CS Italian Opportunities No.1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 117.980.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 10 juillet 2014

1. M. Richard James a démissionné de son mandat en qualité de gérant avec effet au 27 août 2014.
2. Mme. Nicola Hordern, avec adresse au 33 Margaret Street, W1G 0JD Londres, Grande-Bretagne, a été nommé en qualité de gérant avec effet au 27 août 2014 et pour une durée indéterminée.
3. Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:
 - Monsieur Godfrey Abel
 - Monsieur Michael Chidiac
 - Madame Nicola Hordern
 - Madame Lorna Mackie

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014142691/20.

(140162092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Samsonite International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 159.469.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141762/10.

(140160847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Portet-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 174.653.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 9 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141707/10.

(140160377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

BR June II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 149.622.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels pour la période du 1^{er} octobre 2012 au 30 septembre 2013 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 24 juillet 2014, sous la référence L140129527 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} septembre 2014.

Référence de publication: 2014142638/13.

(140162615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

CPP Investment Board European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.335.650,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 111.828.

Il résulte des résolutions prises de l'associé unique en date du 10 septembre 2014 que:

- M. Jean-Christophe Gladek, né le 10 avril 1982 à Mont Saint Martin (France), directeur financier, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, a été nommé Gérant de catégorie B avec effet au 10 septembre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose dès lors comme suit:

- James Lyons, Gérant de catégorie A
- Alain Carrier, Gérant de catégorie A
- Jean-Christophe Gladek, Gérant de catégorie B
- Olivier Dorier, Gérant de catégorie B
- Herman Schommarz, Gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 12 septembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014142687/21.

(140162569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

SOGEDIM, Société de Gestion et d'Investissements Immobiliers, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 24.871.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014143092/9.
(140162185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Sinequanon Health Care SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.
R.C.S. Luxembourg B 136.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143087/10.

(140162533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Harrods Property Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 137.537.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 29 août 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur Vincent COINTEPAS et Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN, gérants B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Harrods Property Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014143449/16.

(140162786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Orion IV European 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 185.254.

EXTRAIT

En date du 10 septembre 2014, Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173948, alors associé unique de Orion IV European 17 S.à r.l., a cédé la totalité de ses quinze mille (15,000) parts sociales qu'elle détenait dans Orion IV European 17 S.à r.l. à Orion IV European 13 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185244.

Suite à cette cession, Orion IV European 13 S.à r.l. est devenue l'associé unique de Orion IV European 17 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion IV European 17 S.à r.l.

Référence de publication: 2014142976/19.

(140161986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

BRE/IBC Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 96.950.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143273/9.

(140162922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

FLUIDAP Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 12, ZI Um Woeller.
R.C.S. Luxembourg B 85.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ces comptes rectifiés remplacent les comptes annuels au 31.12.2011 enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés le 07/09/2012 sous la référence L120155204

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143418/12.

(140162790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Film Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 74.297.

RECTIFICATIF*Extrait*

Suite à une erreur matérielle apparue dans l'extrait déposé le 15 septembre 2014 sous la référence L140162888, il y a lieu de lire que les lettres de démission des administrateurs Marc Koeune, Nicole Thommes, Andrea Dany et Jean-Yves Nicolas et du commissaire-aux-comptes, la société CeDerLux-Services, ont été adressées à la Société le 4 septembre 2014 et non le XX août 2014 comme erronément indiqué.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014143414/15.

(140163331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

High Sky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 104.666.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 10 septembre 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Madame Marie-Anne Back
- Monsieur Sébastien Coyette
- Monsieur Michaël Zianveni
- Monsieur Sébastien Gravière

Le commissaire aux comptes est Monsieur Laurent Pêcheur

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014143459/18.

(140162933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

CD&R Millenium Holdco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 186.796.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69303 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142034/10.

(140161687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Team Impact A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1518 Dommeldange, 3, rue Compte Joseph Ferraris.

R.C.S. Luxembourg F 887.

Art. 2. Siège social. Le siège social de l'association est fixé au 3, rue Compte Joseph Ferraris L-1518 Dommeldange. Le siège peut être transféré par simple décision du Conseil d'administration dans tout lieu au Grand-Duché de Luxembourg.

Référence de publication: 2014143172/10.

(140162493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

COBELUX S.A., Compagnie Luxembourgeoise de Bâtiments et d'Entreprises, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 68.749.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 9 avril 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 9 mai 2014.

Référence de publication: 2014142045/11.

(140161147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

CS Real Estate Sicav-Sif I, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.987.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69153 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142053/11.

(140161376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Peer Management Participation 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.663.

Le bilan de la société au 29/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014143648/12.

(140162977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

MontblancManagement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.499.625,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.539.

—
EXTRAIT

En date du 11 septembre 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- la démission de Alan Botfield en tant que gérant de catégorie B de la Société, est acceptée avec effet au 11 septembre 2014;

- Richel Van Weij, né à District Marowijne, Suriname, le 12 mai 1970, avec adresse professionnelle au 15, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouveau gérant B de la Société avec effet au 11 septembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143592/17.

(140163487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Spartiax Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 89.284.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 12 septembre 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Marc Koeune
- Monsieur Jean-Yves Nicolas
- Madame Andrea Dany
- Madame Nicole Thommes

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à r.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014143761/18.

(140162928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Monier Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.539.

—
Extrait des résolutions prises par le gérant unique de la Société, Monier Holdings GP S.A., en date du 10 juillet 2014

En date du 10 juillet 2014, le gérant unique de la Société a pris la résolution de révoquer les personnes suivantes:

- Monsieur Pepijn DINANDT
- Monsieur Hanno SCHULTZE ENDEN
- Monsieur Ole Fritjof OLDENBURG
- Monsieur Axel ZWANZIG
- Monsieur Dieter Bruno Fritz KLEINFELDT

de leur mandat respectif de délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 10 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Monier Holdings S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2014143591/19.

(140163050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Silotec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 23, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 89.940.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143746/9.

(140163391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Altisource Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 147.268.

Les comptes annuels au 31 December 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143185/9.

(140163236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Videodeals.com S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 159.595.

Il est notifié que la Société a pris acte en date du 08 septembre 2014:

- de la démission de Monsieur Pier Baarsma en tant que administrateur de classe A de la Société avec effet au 08 Septembre 2014.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil d'administration de la Société est composé comme suit:

- M. Michal Hübschmann administrateur de classe A et président du conseil d'administration

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Videodeals.com S.A.

Référence de publication: 2014143795/14.

(140163089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Vakrally S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 15, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 35.849.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 12 septembre 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Françoise VIGNE GASTALDO-NIGRA, Administrateur-Président, 3B, Chemin de l'Egalité, CH-1251 Gy, Suisse.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'assemblée générale du 12 septembre 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour VAKRALY S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014143796/22.

(140163165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Anh-My S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.093.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143192/9.

(140163255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Anglesite Sea S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 140.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143190/10.

(140163250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

BERKELEY Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 152.277.

EXTRAIT

L'administrateur D&D Group S.A. SPF a changé d'adresse et de représentant.

Le siège social de la société a été changé de 42, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg à 5, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg.

Le nouveau représentant est Monsieur Manry Bernard, né le 14.03.1952 à Le Blanc-Mesnil et avec adresse professionnelle au 5, rue de la Reine L-2418 Luxembourg en remplacement de Monsieur Manry François.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour mandat

Référence de publication: 2014143264/16.

(140163369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

AA Iberian Natural Resources & Tourism S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.406.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 6 Août 2014

- Les mandats d'Administrateur de Monsieur Ahcene BOULHAIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de Monsieur Marc LIMPENS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de Madame Stéphanie COLLEAUX, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et le mandat de Commissaire aux Comptes de Pricewaterhouse-Coopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

Fait à Luxembourg, le 6 août 2014.

Certifié sincère et conforme

AA-IBERIAN NATURAL RESOURCES & TOURISM S.A.

A. BOULHAIS / M. LIMPENS

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014143201/19.

(140163499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Fincora Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.959.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth day of August.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of his prevented colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), who shall remain depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Mr. Ignacio RIVA FIERRO, born on March 15, 1977 in Madrid, Spain, residing at CH 1936 Verbier, Switzerland, 76, chemin de la Morintse,

here represented by Mr Max MAYER, employee, professionally residing in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal delivered to him.

The said proxy will remain attached to the present deed, after being signed by the proxyholder and the officiating notary.

The appearer announced the formation of a company with limited liability ("société à responsabilité limitée"), governed by the relevant law and the present articles.

Art. 1. There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is "Fincora Group S.à r.l."

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his/their dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 20. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 21. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 22. Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure."

Transitory Disposition

The first financial year commences this day and ends on the thirty-first of December two thousand and fourteen.

Subscription and payment.

The 12.500 (twelve thousand five hundred) shares are subscribed by the sole shareholder Mr. Ignacio RIVA FIERRO, prenamed.

The shares thus subscribed have been paid up by a contribution in cash of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euro) as has been proved to the undersigned notary.

Estimate of costs.

The parties estimate the value of formation expenses at approximately EUR 1,250.-.

Decisions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following decisions.

1) Is appointed as category A manager of the company for an undetermined period:

Mr. Ignacio RIVA FIERRO, company director, born on March 15, 1977 in Madrid, Spain, residing at CH 1936 Verbier, Switzerland, 76, chemin de la Morintse.

2) Are appointed as category B managers of the company for an undetermined period:

- Mr. Mark VRIJHOEF, company director, born on September 12, 1974 in Zaanstad, The Netherlands, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

- Mr. Etienne BIREN, company director, born on September 28, 1987 in Messancy, Belgium, residing professionally at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

3) The registered office is established at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf août.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier restera annexée aux présentes.

A COMPARU:

Monsieur Ignacio RIVA FIERRO, né le 15 mars 1977 à Madrid, Espagne, demeurant à CH 1936 Verbier, Suisse, 76, chemin de la Morintse,

ici représenté par Monsieur Max MAYER, salariée, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration restera annexée aux présentes, après avoir été signée par le mandataire et le notaire instrumentant.

Lequel comparant a, par son mandataire, requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de "Fincora Group S.à r.l.".

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés sont libres et les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix qui déterminera également son/leur éventuelle rémunération.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

Art. 15. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 22. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile."

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille quatorze.

Souscription et libération.

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sont souscrites par l'associé unique Monsieur Ignacio RIVA FIERRO, prédésigné.

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en espèces de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de 1.250,- EUR.

Décisions de l'associé unique

Ensuite l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1) Est nommé gérant de catégorie A pour une durée indéterminée:

Monsieur Ignacio RIVA FIERRO, administrateur de sociétés, né le 15 mars 1977 à Madrid, Espagne, demeurant à CH 1936 Verbier, Suisse, 76, chemin de la Morintse.

2) Sont nommés gérants de catégorie B pour une durée indéterminée:

- Monsieur Mark VRIJHOEF, administrateur de société, né le 12 septembre 1974 à Zaanstad, Pays-Bas, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

- Monsieur Etienne BIREN, administrateur de sociétés, né le 28 septembre 1987 à Messancy, Belgique, demeurant professionnellement at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

3) Le siège social de la société est fixé à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Paul DECKER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 septembre 2014. Relation GRE/2014/3472. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014139567/345.

(140158820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Workammo Assets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.600.000,00.

Siège social: L-1632 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 189.948.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of the month of August;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

There appeared:

Workammo Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg at section B under number 189249,

duly represented by Mr Marc ALBERTUS, employee, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented as stated above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

Art. 1. A limited liability company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the company is Workammo Assets S.à r.l..

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents, trademarks, models or other intellectual property rights of whatever

origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may manage, supply and develop softwares and render related professional services.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The corporate capital of the company is fixed at USD 1,600,000 (one million six hundred thousand US Dollar) divided into 1,600,000 (one million six hundred thousand) corporate units with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

Art. 7. Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

Art. 8. Corporate units are freely transferable among members. The corporate unit transfer to non-members may only be done in accordance with the law on Commercial Companies.

Art. 9. The company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

Art. 10. For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the company.

Art. 11. The company will be managed by one or several managers who need not to be members and who are appointed by the general meeting of members.

Towards third parties the managers have the most extensive powers to act each under his sole signature on behalf of the company in all circumstances.

Art. 12. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 13. Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

Art. 14. Collective decisions are only valid if they are adopted in accordance with the dispositions of the law on Commercial Companies.

Art. 15. The business year begins on 1st! April and ends on 31st March of each year.

Art. 16. Every year on 31st March, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 17. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the company.

Art. 18. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the corporate capital.

The remaining balance is at the disposal of the members.

Art. 19. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

Art. 20. If, and as long as one member holds all the corporate units, the company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 21. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st! March 2015.

Subscription and payment

The 1,600,000 (one million six hundred thousand) corporate units have been entirely subscribed by Workammo Holding S.à r.l., predesignated.

All the corporate units have been entirely paid up by a contribution in kind described hereafter as well as all related intellectual rights.

Description of the contribution in kind

The contribution is made of a software which Richard COWLEY (with the assistance of third party contractors) has been developing since 1 August 2012, and will continue to develop, the purpose of which is to facilitate the delivery by Richard COWLEY of career-building, recruitment and related products and services, according to point 1.1.17 of a software development agreement entered between Richard COWLEY and Capability Solutions Placement (Thailand) Co., Limited (a third party software developer) on 27 June 2014, the intellectual property rights to which have been assigned to Workammo Holdings S.à r.l. by Richard COWLEY.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the ownership and of the value of such intellectual property has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the contribution

The contributor, Workammo Holding S.à r.l., represented as stated above, declares that:

- Workammo Holding S.à r.l. is the full owner of such software and possesses the power to dispose of it;
- there exists no pending litigation regarding the holding of this software;
- this software is not the subject of a transfer of intellectual property toward third parties and there exists no rights by virtue of which any person may be entitled to demand that it be transferred to him;
- this contribution in kind is evaluated at a total amount of at least USD 1,600,000 (one million six hundred thousand US Dollar) and is contributed to the company as consideration for capital in order to fully pay up 100% of the corporate capital of the company;
- Workammo Holding S.à r.l. releases the notary from any investigations relating to the value of said contribution in kind and from any existing liabilities, the conditions of which are well known by it, and to be personally responsible for any consequences relating to this contribution and for any depreciation of this contribution.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at two thousand two hundred Euros (EUR 2,200.-).

Resolutions of the sole member

The sole member, prenamed, represented as mentioned above, representing the whole of the corporate capital, passed the following resolutions:

First resolution

Is appointed manager of the company, with the powers indicated in article 11 of the articles of incorporation and for an undetermined period:

Mr Richard COWLEY, managing director, born on 26 March 1964 in London, United Kingdom, residing at Apartment 1501, Siri Apartments, 59/2 Wireless Road, Lumpini, Bangkok, Thailand 10330.

The manager may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

Second resolution

The company's registered office is located at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le treizième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu:

Workammo Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 189249,

ici représentée par Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de Workammo Assets S.à r.l..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets, marques, modèles, ou autres droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra gérer, fournir et développer des logiciels et rendre tous services professionnels y relatifs.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à USD 1.600.000 (un million six cent mille dollars des Etats-Unis) représenté par 1.600.000 (un million six cent mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un dollar des Etats-Unis) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir chacun sous sa signature individuelle au nom de la société dans toutes les circonstances.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 mars, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 mars 2015.

Souscription et paiement

Les 1.600.000 (un million six cent mille) parts sociales ont toutes été souscrites par Workammo Holdings S.à r.l., prédésignée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées moyennant un apport en nature ci-après décrit, ainsi que tous les droits de propriété intellectuelle y relatifs.

Description de l'apport en nature

L'apport est constitué d'un logiciel que Richard COWLEY (avec l'assistance d'entrepreneurs parties tierces) développe depuis le 1^{er} août 2012 et continue à développer pour Richard COWLEY, dont le but est de faciliter la fourniture par Richard COWLEY de produits et services liés au développement de carrière, recrutement et assimilés, conformément au point 1.1.17 de la convention de développement de logiciel conclue entre Richard COWLEY et Capability Solutions Placement (Thailand) Co., Limited (un tiers développeur de logiciels) en date du 27 juin 2014, dont les droits de propriété intellectuelle ont été attribués à Workammo Holdings S.à r.l. par Richard COWLEY.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de la propriété intellectuelle ci-avant désignée a été donnée au notaire instrumentant.

Réalisation effective de l'apport

L'apporteur, Workammo Holdings S.à r.l., représentée comme dit ci-avant, déclare que:

- Workammo Holdings S.à r.l. est le seul détenteur et le plein propriétaire de ce logiciel et possède les pouvoirs d'en disposer;
- il n'existe aucun litige pendant en relation avec la détention de ce logiciel;
- ce logiciel ne fait pas l'objet d'un transfert de propriété intellectuelle envers un tiers et il n'existe aucun droit en vertu duquel une personne pourrait être autorisée à demander à ce qu'il lui soit transféré;
- cet apport en nature est évalué à un montant total d'au moins USD 1.600.000 (un million six cent mille dollars des Etats-Unis) et est apporté à la société à titre de libération du capital social à hauteur de 100%;
- que Workammo Holdings S.à r.l. décharge le notaire de toutes investigations relatives à la valeur du prédit apport en nature et des passifs existants, dont elle déclare bien connaître les conditions, et vouloir faire son affaire personnelle de toutes les conséquences relatives à cet apport et d'une éventuelle moins-value de cet apport.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ deux mille deux cents euros (EUR 2.200,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant de la société, avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts et pour une durée indéterminée:

Monsieur Richard COWLEY, «managing director», né le 26 mars 1964 à Londres, Royaume-Uni, demeurant à l'Appartement 1501, Siri Apartments, 59/2 Wireless Road, Lumpini, Bangkok, Thaïlande 10330.

Le gérant pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. ALBERTUS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 août 2014. LAC/2014/38660. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Référence de publication: 2014139996/254.

(140158469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2014.

Grove S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 189.930.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of August, before Us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Grove S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand Pounds Sterling (GBP 12,000.-), in process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on 11 August 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company have not been amended since.

THERE APPEARED:

GS Lux Management Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, a share capital of fifteen thousand Euro (EUR 15,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number 88.045, (the Sole Shareholder),

here represented by Ms. Peggy SIMON, private employee, whose professional address is in Echternach, 9, Rabatt, by virtue of powers of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Full amendment and restatement of the articles of association of the Company (the Articles), without any change to the object clause; and
2. Miscellaneous.
- III. the Sole Shareholder has taken the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to fully amend and restate the Articles, without amending the object clause, which shall henceforth read as follows:

“Title I. - Object- Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, as well as the present articles of incorporation.

Art. 2. The denomination of the company is "Grove S.à r.l.".

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period of time.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The capital is fixed at twelve thousand Pounds Sterling (GBP 12,000.-) represented by one million two hundred thousand (1,200,000) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01.-) each.

Art. 7. Every share entitles its owner to one vote.

Save for any provisions set out in any securityholders agreement that may be entered into from time to time, between and amongst others, the Company and its shareholders (a Securityholders Agreement), shares are freely transferable among shareholders. Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital. Any transfer of shares carried out in violation of any transfer restrictions included in the present Articles and in any Securityholders Agreement or any other agreement entered into by the shareholders and the Company from time to time shall be void and be disregarded by the Company.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law and subject to and in accordance with the Securityholders Agreement.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

Art. 8. The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 9. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or several Managers, who need not be shareholders.

In case of plurality of Managers, the Managers shall form a board of Managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of Managers" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole Manager".

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the Managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office.

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the Shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the general meeting of shareholders has the power to remove Managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another Manager may preside over the meeting, provided that no such chairman or presiding person shall have a casting or second vote.

Any Manager shall be entitled to appoint another Manager as his proxy (by notice in writing to the Board prior to the applicable meeting of the board of Managers) who will be entitled in the absence of his appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do and with the same number of votes as his appointor. A Manager who is also a proxy shall be entitled, in the absence of his appointor (1) to a separate vote(s) on behalf of his appointor in addition to his own vote(s) and (2) to be counted as part of the quorum of the board of Managers on his own account and in respect of the Manager for whom he is the proxy. To the extent permitted under applicable law, any Manager may represent one or more Manager as their proxy.

Managers of the board of Managers may participate in and hold a meeting using a conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other, and shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any Manager, as often as the interest of the company so requires.

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of Managers is present or represented.

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of Managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Managers.

Art. 11. The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, all powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the Board of Managers may decide to pay interim dividends, provided that prior to such decision, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the remaining Managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more Managers, who will be called Managing Director(s).

Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several Managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any Manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the Company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 13. The company is bound by the sole signature of any one (1) manager for decisions having a value of an amount of up to ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-).

For decisions having a value of an amount over ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-), the company is bound by the joint signature of at least two (2) managers or, where different classes of managers have been appointed, by the joint signatures of any class A manager and any class B manager.

Art. 14. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 15. Unless resolutions are taken in accordance with the paragraphs below, resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders.

Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended; the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the general meeting of the shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder. Any such decisions shall be adopted at a general meeting of shareholders or recorded in writing, as the case may be and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, no decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Each year, as of 31 December, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the Managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. Subject to and in accordance with the Securityholders Agreement, the balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 20. In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out in accordance with the Securityholders Agreement by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

Art. 21. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the Luxembourg laws, with the Securityholders Agreement or any other agreement entered into by the shareholders from time to time.

To the extent permissible by law, in case of discrepancies between the Articles and the Securityholders Agreement, the Securityholders Agreement shall prevail."

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1.200.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing party, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorzième jour du mois d'août,
par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Grove S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois de Luxembourg, dont le siège social se situe au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, disposant d'un capital social de douze mille Livres Sterling (GBP 12.000), en voie d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 août 2014, en voie de publication auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont été modifiés depuis.

A COMPARU:

GS Lux Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et opérant sous le droit du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, un capital social de quinze mille Euro (EUR 15.000) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 88.045 (l'Associé Unique),

représentée par Peggy SIMON, employée, avec adresse professionnelle à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé donnée à Luxembourg.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

I. l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1. Modification et refonte intégrale des statuts de la Société (les Statuts) sans modifier la clause de l'objet social; et
2. Divers.

III. l'Associé Unique a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier et reformuler les Statuts dans leur intégralité sans modifier la clause de l'objet social, qui auront désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est «Grove S.à r.l.».

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à douze mille Livres Sterling (GBP 12.000,-) divisé en un million deux cents mille (1.200.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Sous réserve de, et conformément à, ce qui peut être convenu de temps à autre entre la Société et/ou parmi les associés dans un pacte d'associés (un Pacte d'Associés), les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Tout transfert d'Actions réalisé en violation de toute restriction de transfert incluse dans tout Pacte d'Associés ou tout autre convention conclue par les associés et la Société de temps à autre sera nul et exclu par la Société.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts et sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, racheter ses propres parts.

À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. - Administration

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de Gérants, les Gérants constituent un Conseil de Gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au «Gérant unique».

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, les associés peuvent décider de nommer des Gérants de différentes classes, à savoir un ou plusieurs Gérants de classe A et un ou plusieurs Gérants de classe B.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, l'assemblée générale des associés peut révoquer les Gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre Gérant présent, étant entendu que le président ou Gérant présidant le Conseil de Gérance n'aura point de voix prépondérante ni de deuxième voix.

Chaque Gérant peut désigner un autre Gérant en tant que représentant (par notice écrite préalablement adressée au Conseil de Gérance avant la réunion du Conseil de Gérance en question) qui pourra, en l'absence de son mandant, faire toute chose que son mandant est autorisé ou habilité à faire et ce avec le même nombre de voix que son mandant. Un Gérant qui est également un représentant peut, en l'absence de son mandant, (1) séparer le(s) vote(s) donné(s) au nom de son mandant de son/ses vote(s) et (2) être comptabilisé, en son nom et au nom de son mandant, dans le quorum du

Conseil de Gérance. Dans la limite permise par la loi applicable, chaque Gérant peut représenter un ou plusieurs Gérants en tant que représentant.

Les Gérants du Conseil de Gérance peuvent tenir et participer à une réunion par voie de conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler et sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de Gérants sont présents ou représentés.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux Gérants.

Art. 11. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés le Conseil de Gérance a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, le Conseil de Gérance est autorisé à décider de verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, les Gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs Gérants qui prendront la dénomination de Gérants délégués.

Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs Gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la Société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 13. La société est engagée par la seule signature d'un (1) gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000.-).

Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à dix mille Livres Sterling (GBP 10.000.-), la société est engagée par les signatures conjointes d'au moins deux (2) gérants ou, si les associés ont nommé différentes classes de gérants, par les signatures conjointes d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B.

Art. 14. Le ou les Gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément aux paragraphes ci-dessous, les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés.

Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée; les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'assemblée générale des associés ou, selon les cas, par l'associé unique. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Année comptable - Profits - Réserves

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 18. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédent l'assemblée générale annuelle.

Art. 19. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, l'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite, sous réserve de, et conformément au, Pacte d'Associés, par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 21. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi, au, Pacte d'Associés et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Dans la mesure permise par la loi, en cas de divergences entre les Statuts et le Pacte d'Associés, le Pacte d'Associés prévaut.»

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200.-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, à la date et année qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire agissant pour le compte de la partie comparante, ce dernier a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 18 août 2014. Relation: ECH/2014/1558. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 26 août 2014.

Référence de publication: 2014140276/400.

(140159428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Roundwood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 175.482.

In the year two thousand and fourteen, on the first of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“Europa Real Estate IV S.à r.l.”, a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172857,

represented by Mr Eric BIREN, company manager, with professional address at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, acting in his capacity as member of the board of managers of the company, with individual signing power.

Such appearing party is the sole shareholder of “Roundwood S.à r.l.” (hereinafter the “Company”) a société à responsabilité limitée having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 175482, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 19 February 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 934 of 19 April 2013. The articles of incorporation have been modified pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1407 of 02 June 2014.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole partner decides to increase the Company’s share capital by an amount of seven hundred and fifty thousand Pounds Sterling (GBP 750,000.00), so as to raise it from its current amount of six million four hundred and eighty-seven thousand eight hundred and fifty-eight Pounds Sterling (GBP 6,487,858.-) up to seven million two hundred and thirty-seven thousand eight hundred and fifty-eight Pounds Sterling (GBP 7,237,858.-) through the issue of seven hundred and fifty thousand (750,000) new shares, having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each.

The seven hundred and fifty thousand (750,000) new shares have been subscribed by the sole shareholder”, prenamed, paid up by a contribution in cash of a total amount of seven hundred and fifty thousand Pounds Sterling (GBP 750,000.00).

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, article 6 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

" **Art. 6.** The subscribed capital is fixed at seven million two hundred and thirty-seven thousand eight hundred and fifty-eight Pounds Sterling (GBP 7,237,858.-) divided into at seven million two hundred and thirty-seven thousand eight hundred and fifty-eight (7,237,858) shares, having a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand five hundred euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le premier septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

«Europa Real Estate IV S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172857,

représentée par Monsieur Eric BIREN, gérant de société, avec adresse professionnelle au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, agissant en sa qualité de gérant de la Société avec pouvoir de signature individuelle.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «Roundwood S.à r.l.» (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B175482, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 février 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 934 du 19 avril 2013. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1407 du 02 juin 2014.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de sept cent cinquante mille livres sterling (GBP 750.000.-) afin de le porter de son montant actuel de six millions quatre cent quatre-vingt-sept mille huit cent cinquante-huit livres sterling (GBP 6.487.858.-) à sept millions deux cent trente-sept mille huit cent cinquante-huit livres sterling (GBP 7.237.858.-) par l'émission de sept cent cinquante mille (750.000) parts sociales nouvelles d'une valeur d'une livre sterling (1,- GBP) chacune.

Les sept cent cinquante mille (750.000) parts sociales nouvelles sont souscrites par l'associé unique, prénommé, payées par un apport en numéraire pour un montant de sept cent cinquante mille livres sterling (GBP 750.000.-)

Les documents justificatifs de la souscription et du montant de l'apport ont été présentés au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'article 6 des Statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social souscrit est fixé à sept millions deux cent trente-sept mille huit cent cinquante-huit livres sterling (GBP 7.237.858.-) divisé en sept millions deux cent trente-sept mille huit cent cinquante-huit (7.237.858) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (1,- GBP) chacune.»

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à deux mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. BIREN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11803. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014142392/93.

(140161389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Merhill Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.530,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 156.164.

—
Veuillez prendre note:

Le siège de la Société est transféré du 33, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 6, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg à partir du 1^{er} septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Merhill Holdings S.à.r.l

Jacob Mudde

Gérant A

Référence de publication: 2014143584/15.

(140163026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Bayvk R2 Lux S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue Flaxweiler.
R.C.S. Luxembourg B 190.931.

—
STATUTEN

Im Jahr zweitausendvierzehn, am achten Oktober;
vor dem unterzeichnenden Notar Maître Jacques CASTEL, Notar mit Amtssitz in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Universal-Investment-Luxembourg S.A., eine luxemburgische Aktiengesellschaft, gegründet und bestehend nach dem Recht Luxemburgs mit Sitz in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 75.014,

hier vertreten durch:

- Herrn Alain NATI, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler, handelnd in seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied, und

- Herrn Marc-Oliver SCHARWATH, beruflich wohnhaft zu L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler, handelnd in seiner Eigenschaft als Unterschriftsberechtigter (Vollmacht Typ A),

beide handelnd auf Grund eines Beschlusses des Verwaltungsrats der Gesellschaft vom 3. Mai 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 1518 vom 26. Juni 2013 sowie in Übereinstimmung von Artikel 8 der Gesellschaftsstatuten,

beide vorgenannten hier selbst vertreten durch Herrn Christian SCHLICHT, beruflich ansässig in L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler,

aufgrund privatschriftlicher Vollmacht ausgestellt in Grevenmacher vom 7. Oktober 2014.

Die vorstehend erwähnte Vollmacht, unterzeichnet ne varietur durch die erschienene Partei, und durch den unterzeichnenden Notar, bleibt dieser Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die hier erschienene Partei, vertreten wie vorerwähnt und die in ihrer oben genannten Eigenschaft handelt, hat die folgende Satzung für eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital spezialisierter Investmentfonds („société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé“) aufgesetzt und den Notar ersucht, diese Satzung zu errichten.

Abschnitt I. - Definitionen

Art. 1. Definitionen. Die folgende Begriffe und Ausdrücke haben die nachstehend festgelegte Bedeutung:

„Aktien“ bezeichnen die Aktien der Gesellschaft;

„Aktionäre“ bezeichnet die Aktionäre der Gesellschaft;

„Aktienklasse“ bezeichnet eine Aktienklasse oder Aktienklassen eines Teilfonds, welche sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden;

„Bewertungstichtag“ hat die Bezeichnung, welche in Artikel 12 der Satzung Erläuterung findet;

„CSSF“ bezeichnet die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die zuständige luxemburgische Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor;

„Depotbank“ bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;

„Emissionsdokument“ bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft;

„Geschäftstag“ bezeichnet jeden Tag an dem Banken oder andere Finanzinstitute in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) und Frankfurt am Main (Deutschland) geöffnet sind (ausgenommen Samstage, Sonntage oder gesetzliche Feiertage);

„Gesellschaft“ bezeichnet BAYVK R2 Lux S.A., SICAV-FIS;

„Gesetz von 1915“ bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;

„Gesetz von 2010“ bezeichnet das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;

„Gesetz von 2007“ bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen in aktueller Fassung;

„Nettoinventarwert“ bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 12 der Satzung beschrieben erfolgt;

„OGA“ bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen;

„Sachkundiger Anleger“ bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter Anleger gilt. Sachkundige Anleger sind hierbei insbesondere institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und
- er investiert mindestens 125.000 EUR, oder
- er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;

„Satzung“ bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;

„Teilfonds“ bezeichnet einen Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007;

„Verwaltungsrat“ bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;

„Verwaltungsratsmitglied“ bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Abschnitt II. - Name - Zweck - Eingetragener Sitz - Dauer

Art. 2. Rechtsform. Zwischen den Zeichnern von Aktien und allen zukünftigen Anlegern (die Anleger) besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme), welche gemäß dem Gesetz von 2007 unter dem Namen BAYVK R2 Lux S.A., SICAV-FIS (die Gesellschaft) als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable), organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé), organisiert ist und dem Gesetz sowie der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 3. Zweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft im Allgemeinen ist es, das ihr zur Verfügung stehende Kapital in zulässige Vermögenswerte nach den Grundsätzen der Risikostreuung gemäß dem Gesetz von 2007 sowie dem CSSF Rundschreiben 07/309, zu investieren. Die besonderen Anlageziele und Anlagerichtlinien werden in dem von der Gesellschaft ausgegebenen Emissionsdokument in der jeweils geltenden Fassung (das Emissionsdokument) sowie der relevanten Ergänzung zum Emissionsdokument (die Ergänzung) dargestellt.

3.2. Die Gesellschaft darf grundsätzlich alle Maßnahmen ergreifen und alle Transaktionen durchführen, die er zur Erreichung und Entwicklung ihres Zwecks für erforderlich hält, vorausgesetzt die Gesellschaft beachtet die in Ziffer 3.1 dieser Satzung geregelten Beschränkungen sowie die im Gesetz von 2007 enthaltenen Bestimmungen.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Potaschberg (Gemeinde Grevenmacher), Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Geschäftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Anleger, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4. Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet, wobei die Gesellschaft automatisch liquidiert wird, sobald ein Teilfonds aufgelöst wird und keine weiteren Teilfonds mehr bestehen.

Abschnitt III. - Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Gesellschaftskapital.

6.1. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) repräsentiert durch dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert und ist voll einbezahlt.

6.2. Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-). Die Gesellschaft muss dieses Mindestkapital innerhalb von zwölf (12) Monaten nach ihrer Zulassung als spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht haben.

6.3. Das Gesellschaftskapital soll zu jeder Zeit dem Nettovermögenswert gemäß nachstehendem Artikel 12 entsprechen.

Art. 7. Teilfonds - Aktienklassen.

7.1. Der Verwaltungsrat kann jederzeit im Sinne des Artikel 71 des Gesetzes von 2007 und gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument einen oder mehrere Teilfonds bilden. Die Vermögenswerte jedes einzelnen Teilfonds sollen im Sinne des Artikels 3 dieser Satzung zum ausschließlichen Nutzen der Anleger des entsprechenden Teilfonds investiert werden. Jeder Teilfonds kann unterschiedliche spezifische Merkmale besitzen (u.a. einschließlich spezifische Gebührentstrukturen, zulässige und beschränkte Investitionen, und Ausschüttungspolitik), welche vom Verwaltungsrat für jeden Teilfonds festgelegt werden kann.

7.2. Der Verwaltungsrat kann jederzeit verschiedene Aktienklassen ausgeben, die mit unterschiedlichen Rechten und Pflichten verbunden sind. Die Aktien werden gemäß nachstehendem Artikel 9 und gemäß den vom Verwaltungsrat beschlossenen Bestimmungen ausgegeben, deren Einzelheiten dem Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung zu entnehmen sind.

7.3. Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

7.4. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

7.5. Zum Zwecke der Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft kann das Nettovermögen eines jeden Teilfonds, wenn nicht in Euro angegeben, in Euro umgewandelt werden, so dass sich das Kapital der Gesellschaft aus dem aggregierten Nettovermögen aller Teilfonds ergibt.

Art. 8. Form der Aktien.

8.1. Die Gesellschaft gibt ausschließlich Namensaktien ohne Nennwert aus.

8.2. Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden im Aktienregister der Anleger (das Aktienregister) eingetragen, das von dem Verwaltungsrat oder von einer oder mehreren hierfür von dem Verwaltungsrat ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Anlegers, seinen gegenüber der Bank angegebenen Wohnsitz sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien.

8.3. Die Eintragung des Namens des Anlegers im Aktienregister belegt sein Eigentum an Aktien des Teilfonds. Die Gesellschaft stellt keine Aktienzertifikate aus.

8.4. Die Aktien der Gesellschaft sind, vorbehaltlich der in Artikel 11 dieser Satzung sowie der im Emissionsdokument aufgeführten Einschränkungen frei übertragbar. Gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 8 der vorliegenden Satzung wird jede Übertragung von Aktien im Aktienregister eingetragen. Die entsprechende Eintragung muss vom Verwaltungsrat oder von einer anderen, vom Verwaltungsrat hierzu bevollmächtigten Person unterzeichnet werden.

8.5. Anleger, die zum Erhalt von Aktien berechtigt sind, müssen dem Verwaltungsrat eine Anschrift für die Zustellung sämtlicher Mitteilungen und Ankündigungen mitteilen. Die entsprechende Anschrift wird ebenfalls im Aktienregister eingetragen.

8.6. Sollte ein Anleger keine Anschrift angeben, kann der Verwaltungsrat im Aktienregister einen entsprechenden Vermerk vorsehen. Als Anschrift des betreffenden Anlegers gilt dann der eingetragene Sitz der Gesellschaft oder jede andere Anschrift, die von dem Verwaltungsrat gegebenenfalls eingetragen wird, bis der betreffende Anleger der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anleger kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Verwaltungsrat oder an die Gesellschaft an ihren eingetragenen Sitz oder an jede andere Anschrift, die von dem Verwaltungsrat gegebenenfalls festgelegt wird, ändern.

8.7. Die Gesellschaft in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Falls sich ein oder mehrere Aktien in gemeinschaftlichem Eigentum befinden oder wenn das Eigentum an solchen Aktien strittig ist, müssen alle Personen, die einen Anspruch auf die betreffenden Aktien erheben, einen Vertreter benennen, der die betreffende Aktienbeteiligung gegenüber der Gesellschaft vertritt. Wird ein solcher Vertreter nicht ernannt, werden alle Rechte an den betreffenden Aktien ausgesetzt. Außerdem behält sich die Gesellschaft bei gemeinschaftlichem Aktiengut das Recht vor, etwaige Rücknahmeerlöse, Dividendenausschüttungen oder sonstige Zahlungen nach ihrem alleinigen Ermessen nur an den ersten registrierten Anleger, den die Gesellschaft als Vertreter aller gemeinschaftlichen Eigentümer ansehen kann, oder aber an alle gemeinschaftlichen Anleger gemeinsam auszuzahlen.

8.8. Der Verwaltungsrat kann die Ausgabe von Aktienbruchteilen bis zu einem Tausendstel beschließen. Solche Aktienbruchteile sind mit keinem Stimmrecht verbunden, sind aber zur Teilhabe am Nettovermögen der betreffenden Aktienklasse pro rata berechtigt.

8.9. Dividendenausschüttungen erfolgen gegebenenfalls an die Anleger per Banküberweisung oder per Scheck, der an die im Aktienregister angegebene Anschrift geschickt wird.

Art. 9. Ausgabe von Aktien.

9.1. Der Verwaltungsrat kann die Ausgabe von Aktien an bestimmte Bedingungen knüpfen (einschließlich, aber nicht beschränkt auf, die Unterzeichnung von Zeichnungsdokumenten und der Bereitstellung von Informationen, die der Ver-

waltungsrat für angemessen hält) und ein Mindestzeichnungsvolumen festlegen. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds eine Zeichnungsgebühr erheben und hat das Recht, auf diese Zeichnungsgebühr ganz oder teilweise zu verzichten. Alle Bedingungen, an die die Ausgabe von Aktien geknüpft ist, sind dem Emissionsdokument und der Ergänzung zu entnehmen.

9.2. Der Ausgabepreis der auszugebenden Aktien richtet sich nach den Bestimmungen im Emissionsdokument und der Ergänzung.

9.3. Die Zahlung erfolgt gemäß den vom Verwaltungsrat im Emissionsdokument und in der Ergänzung festgelegten Bedingungen und Fristen.

9.4. Die Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument und den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere unter Einhaltung der Verpflichtung zur Erstellung eines Bewertungsberichts durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (*réviseur d'entreprises agréé*), als Gegenleistung für Sacheinlagen in Form von Vermögenswerten und/oder Wertpapieren, Aktien ausgeben.

9.5. Anträge, die vor Ablauf der vom Verwaltungsrat festgelegten Zeichnungsfrist bei der Gesellschaft oder bei ihrem ordnungsgemäß ernannten Vertretern eingehen, werden gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen und Fristen bearbeitet.

9.6. Der Verwaltungsrat kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Mitglied des Verwaltungsrates, jede Führungskraft, jeden Angestellten oder jeden sonstigen entsprechend bevollmächtigten Vertreter mit der Annahme der Zeichnungen, der Entgegennahme der Zahlungen für die neu auszugebenden Aktien und ihrer Aushändigung beauftragen.

Art. 10. Rücknahme und Rückkauf von Aktien.

10.1. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen in den jeweiligen Ergänzungen ist eine Rücknahme von Aktien grundsätzlich möglich. Eine Rücknahme erfolgt nur auf Antrag des Anlegers in Übereinstimmung mit der jeweiligen Ergänzung.

10.2. Die Gesellschaft kann beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft in einem Teilfonds einseitig zurückzukaufen, um eingezahltes und frei gewordenes Kapital an alle Anleger zurückzuführen. Der Rückkaufpreis wird durch den Verwaltungsrat im Einklang mit den Regelungen im Emissionsdokument und in der Ergänzung festgelegt.

10.3. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Anleger eines bestimmten Teilfonds und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital des Teilfonds.

10.4. Rücknahmen, Rückkäufe und Auszahlungen des Rücknahme bzw. Rückkaufpreises dürfen nicht erfolgen, wenn infolgedessen das Kapital der Gesellschaft unter das nach luxemburgischem Recht geforderte Mindestkapital fallen würde.

Art. 11. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.

11.1. Aktien an der Gesellschaft sind Sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn er der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a. die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern,
- b. Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c. bei der Hauptversammlung Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

11.2. Aktien an der Gesellschaft können grundsätzlich ohne Einschränkungen jederzeit frei übertragen werden, vorausgesetzt, der Erwerber ist ein Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007.

Art. 12. Nettoinventarwert.

12.1. Bewertungsregeln

Das Kapital der Gesellschaft lautet auf Euro ("€"). Der Nettoinventarwert der Gesellschaft (NIW) berechnet sich ebenfalls in Euro.

Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen in dem Emissionsdokument sowie in der jeweiligen Ergänzung wird der Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Aktie pro Aktienklasse in einem Teilfonds an jedem Bewertungsstichtag in der Basiswährung berechnet und am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt.

Sofern nicht anderweitig im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung vorgesehen gilt als Bewertungsstichtag der letzte Tag eines jeden Quartals. Der NIW wird spätestens dreißig (30) Kalendertage nach jedem Bewertungsstichtag zur Verfügung gestellt. Sollte dieser Tag kein Geschäftstag in Luxemburg sein, wird der NIW pro Aktie am letzten Geschäftstag desselben Quartals in Luxemburg berechnet.

Die Errechnung des Ausgabepreises einer Aktie entspricht dem Wert des dazugehörigen Teilfondsfonds abzüglich der anteiligen Teilfondsverbindlichkeiten an einem Bewertungsstichtag, wobei dieser Betrag durch die Zahl der umlaufenden Aktien dieser Klasse geteilt wird. Der Ausgabepreis ist innerhalb von fünf (5) Geschäftstagen nach Mitteilung des Beteiligungsbetrags zahlbar. Der errechnete Ausgabepreis gilt jeweils als Ausgabepreis und somit als erster NIW einer neuen Aktienklasse in einem Teilfonds zwecks Festlegung der erfolgsbezogenen Vergütung.

Die Errechnung des Rücknahmepreises einer Aktie entspricht dem Wert der zur jeweiligen Aktienklasse dazugehörigen Teilfondsvermögens abzüglich der anteiligen Teilfondsverbindlichkeiten an einem Bewertungsstichtag. Der NIW pro Aktie wird ermittelt, indem der NIW der gesamten Aktienklasse in einem Teilfonds durch die Zahl der umlaufenden Aktien dieser Klasse des entsprechenden Teilfonds geteilt wird. Aktien innerhalb derselben Aktienklasse haben denselben NIW pro Aktie. Der NIW eines Teilfonds ist gleich der Differenz zwischen dem Nettovermögen dieses Teilfonds und seiner Verbindlichkeiten.

Das Gesamtnettovermögen der Gesellschaft entspricht der Summe des Nettovermögens aller Teilfonds.

Die Gesellschaft bewertet ihre Anlagen zum Zeitwert (Fair Value). Dabei werden:

a. Beteiligungen in Infrastrukturanlagen anhand der DCF-Methode, die im Einzelnen mit dem Wirtschaftsprüfer abgestimmt wird, bewertet.

b. Nichtbörsennotierte Unternehmensbeteiligungen (i.e., Private Equity-Anlagen) nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA) bewertet.

c. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;

d. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Gesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert;

e. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

f. flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

g. Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

h. der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Hauptverwaltungsstelle auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen von dem Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der NIW berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der zentralen Verwahrstelle in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

i. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

j. Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;

k. sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der zentralen Verwaltungsstelle auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist;

l. nicht auf die Basiswährung der Gesellschaft oder eines Teilfonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung der Gesellschaft oder des Teilfonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt;

m. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten;

n. Investmentanteile an OGAW (Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren) und/oder OGA (Organismen für gemeinsame Anlagen) des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

o. Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Beteiligungsgesellschaften werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

Der Zeitwert (Fair Value) jeder Anlage der Gesellschaft wird mindestens einmal pro Jahr ausgehend von den verfügbaren Informationen der Verwaltungsgesellschaft oder neu festgelegt.

Am Ende jedes Berichtszeitraums (gemäß der Festlegung der Zeiträume im Emissionsdokument) muss der Zeitwert jedes Vermögenswertes der Gesellschaft neu festgelegt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung folgender Vorgaben angepasst werden:

a. Aktualisierung des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes, der von der Verwaltungsgesellschaft vorgelegt wird;

b. Cashflows während des Berichtszeitraums; und

c. Wechselkurs, sofern vorhanden, am Ende des Berichtszeitraums.

Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Basiswährung oder in Euro ausgedrückt werden, werden auf der Grundlage des am betreffenden Bewertungsstichtag geltenden Wechselkurses umgerechnet. Falls kein Wechselkurs zur Verfügung steht, wird der Wechselkurs nach bestem Wissen und Gewissen vom Verwaltungsrat oder gemäß dem vom Verwaltungsrat vorgegebenen Verfahren festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn er davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes der Gesellschaft besser zum Ausdruck bringt.

Alle Bewertungsregeln und Wertermittlungen müssen in Übereinstimmung mit den allgemein in Luxemburg zugelassenen Buchhaltungsgrundsätzen ausgelegt und durchgeführt werden.

Die Gesellschaft behält sich das Recht vor, die Ermittlung des NIW unter den im untenstehenden Artikel 13 dargelegten Umständen auszusetzen.

Sollten die Kurse oder Wertermittlung bestimmter von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerte für die Ermittlung des NIW pro Aktie in einer Aktienklasse des entsprechenden Teilfonds nicht verfügbar sein, kann jeder dieser Kurse oder Wertermittlung durch den letzten bekannten Kurs (vorausgesetzt dieser letzte bekannte Kurs ist repräsentativ) oder durch die letzte Wertermittlung, wie vom Verwaltungsrat festgelegt, ersetzt werden.

Bei der Ermittlung des Wertes der Vermögenswerte der Gesellschaft bezieht sich die Verwaltungsgesellschaft auf die Information, die ihr aus diversen Quellen vorliegen (einschließlich Berater). Die Verwaltungsgesellschaft ist nicht für die Richtigkeit der Angaben aus diesen Quellen verantwortlich.

In Bezug auf Anlagen in OGA jedoch, und unter Berücksichtigung der geltenden Sorgfaltspflichten und Due Diligence-Standards, kann die Verwaltungsgesellschaft Bewertungen zugrunde legen, die vom Verwaltungsrat und/oder von einem oder mehreren vom Verwaltungsrat hierzu ordnungsgemäß befugten Spezialisten bereitgestellt wurden.

In Fällen, in denen eine oder mehrere Quellen der Verwaltungsgesellschaft zur Bewertung eines wichtigen Teils der Vermögenswerte der Gesellschaft nicht zur Verfügung stehen, ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, den NIW nicht zu berechnen, und demzufolge möglicherweise nicht in der Lage, die Ausgabe- und Rücknahmepreise festzulegen. Der Verwaltungsrat muss in diesem Fall von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich informiert werden. Der Verwaltungsrat kann dann entscheiden, die Ermittlung des NIW gemäß dem im Artikel 13 erläuterten Verfahren auszusetzen.

12.2. Kalkulation des NIW:

- Aktien der Gesellschaft, die gemäß Artikel 10 der Satzung zurückgenommen werden sollen, gelten bis unmittelbar nach dem vom Verwaltungsrat festgelegten Bewertungsstichtag als vorhanden und berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt gilt ihr Preis als Verbindlichkeit der Gesellschaft bis sie durch die Gesellschaft bezahlt werden;

- Von der Gesellschaft auszugebende Aktien gelten ab dem Ausgabedatum als ausgegeben; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Erhalt durch die Gesellschaft gilt ihr Preis als Verbindlichkeit gegenüber der Gesellschaft;

- Alle Anlagen, Barguthaben und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen lauten als diejenigen, in denen der NIW eines entsprechenden Teilfonds berechnet wird, werden nach Berücksichtigung des auf dem größten geregelten Markt für den betreffenden Vermögenswert am Handelstag vor dem Bewertungsstichtag gültigen Wechselkurses bewertet;

12.3. Wenn sich die Gesellschaft an einem beliebigen Bewertungsstichtag verpflichtet hat:

- Einen beliebigen Vermögenswert zu erwerben, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu entrichtende Kaufpreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft, und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen;

- Einen beliebigen Vermögenswert zu verkaufen, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu erhaltenden Kaufpreises als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen, und der auszuliefernde Vermögenswert nicht in das Gesellschaftsvermögen einbezogen;

- Ist der genaue Wert oder die genaue Art des betreffenden Kaufpreises oder Vermögenswertes zum Bewertungsstichtag nicht bekannt, wird dieser Wert vom Verwaltungsrat geschätzt.

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des NIW.

13.1. Die Gesellschaft kann die Berechnung des NIW pro Aktie sowie die Ausgabe und Rücknahme und Umtausch der Aktien eines jeden Teilfonds zeitweilig aussetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung und Berücksichtigung der Interessen der Anleger gerechtfertigt ist, insbesondere:

a. wenn (mit Ausnahme von gewöhnlichen Feiertagen oder den an Wochenenden üblichen Ruhetagen) eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche für einen wesentlichen Teil des Vermögens der Gesellschaft die Bewertungsgrundlage bilden oder wenn eine oder mehrere ausländischen Devisenmärkte in der Währung, auf die ein wesentlicher Teil des Gesellschaftsvermögens lautet, aus anderen als den vorstehenden Gründen geschlossen sind oder der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt wird;

b. wenn als Folge außergewöhnlicher, außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des Verwaltungsrates liegenden Gründen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen, die einen wesentlichen Teil des Gesellschaftsvermögens ausmachen, unmöglich wird;

c. wenn aufgrund von Beschränkungen des Devisenverkehrs die Geschäfte für die Gesellschaft nicht zu den normalen Wechselkursen erfolgen können oder wenn der Wert der Vermögenswerte nicht wirksam ermittelt werden kann;

d. während eines Ausfalles der üblichen Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Kurses oder des Wertes der Anlagen oder der aktuellen Börsenkurse verwendet werden;

e. falls aus anderen Gründen der NIW nicht in der geforderten Schnelligkeit und Genauigkeit berechnet werden kann;

f. während eines Zeitraums, in dem die Gesellschaft nicht dazu in der Lage ist, Gelder zu repatriieren, die benötigt werden, um Zahlungen für die Rücknahme der Aktien zu leisten, oder in dem die Gelder aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder Zahlungen für die Rücknahme von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrates nicht zu normalen Wechselkursen überwiesen werden können;

g. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrates ungewöhnliche Umstände herrschen, unter denen es unmöglich ist oder unfair gegenüber den Inhabern wäre, den Handel mit den Aktien fortzusetzen;

h. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrates unzureichende liquide Mittel die Rücknahme von Aktien unmöglich machen. Anleger, welche einen Rücknahmeantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des NIW pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt;

i. wenn die Auflösung der Gesellschaft oder eines Teilfonds beschlossen wurde.

13.2. Die Gesellschaft hat den Anlegern die Aussetzung der Berechnung des NIW, sofern diese länger als dreißig (30) Kalendertage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen.

13.3. Während einer solchen Aussetzung des Handels werden keine Aktien ausgegeben oder zurückgenommen. Nach Möglichkeit werden alle angemessenen Maßnahmen ergriffen, um einen Aussetzungszeitraum so rasch wie möglich zu beenden.

13.4. Während der Dauer der Aussetzung der Berechnung des NIW dürfen Anleger ihre Zeichnungsanträge und Rücknahmeanträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Zeichnungsanträge und Rücknahmeanträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Berechnung des NIW festgestellten Ausgabepreisen abgerechnet.

Abschnitt IV. - Verwaltung

Art. 14. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrates.

14.1. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt.

14.2. Gemäß der in dieser Satzung bestimmten Einschränkungen ist der Verwaltungsrat mit den umfassenden Vollmachten ausgestattet, um die Gesellschaft und jeden Teilfonds im Interesse der Anleger entsprechend den Bedingungen der vorliegenden Satzung und den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen zu verwalten und um alle Rechte und Pflichten auszuüben, welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Gesellschaftsvermögen zusammenhängen;

14.3. Der Verwaltungsrat das Recht, die Befugnis und Legitimation jegliche Aufgaben der Gesellschaft wahrzunehmen und alles Erforderliche zur Erreichung des Zwecks der Gesellschaft im Sinne des Artikels 2 dieser Satzung zu veranlassen. Er ist insbesondere verantwortlich für die Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft, insbesondere für das Anlagegeschäft der einzelnen Teilfonds, die Investitionsentscheidungen, sowie die Verfolgung der Investitionsziele einschließlich der Umsetzung der Anlagepolitik jedes Teilfonds. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Techniken und Instrumente in Bezug auf übertragbare Sicherheiten, Währungen oder andere Kapitalanlagen im Zusammenhang mit deren Investitionspolitik oder einer effizienten Portfolioverwaltung anwenden. Der Verwaltungsrat ist befugt Investment Berater und Manager sowie andere Manager oder Verwaltungsstellen/-gesellschaften zu bestellen. Der Verwaltungsrat schließt mit diesen Personen oder Gesellschaften im Rahmen der von diesen zu erbringenden Dienstleistungen Verträge ab, in welchen deren Befugnisse und Entlohnung geregelt werden.

14.3. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitgliedes oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung zugewiesen werden, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates. Dem Verwaltungsrat steht ein Vetorecht gegen sämtliche Entscheidungen der Hauptversammlung zu, die die Rechte der Gesellschaft gegenüber Dritten betreffen oder durch die die Satzung geändert wird.

Art. 15. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

15.1. Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung, welche die Anzahl, ihre Bezüge und Amtszeit festlegt, gewählt.

15.2. Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein Nachfolger ernannt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiedervernannt werden.

15.3. Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung ernannt.

15.4. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung abgegebenen Stimmen abberufen werden.

15.5. Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 16. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

16.1. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung welche über die Neubesetzung entscheidet, vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum übernommen werden.

Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung neu besetzt werden.

Art. 17. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

17.1. Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

17.2. Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

17.3. Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

Art. 18. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

18.1. Ein Mitglied des Verwaltungsrates führt den Vorsitz. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

18.2. Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

18.3. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

18.4. Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

18.5. Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

18.6. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

18.7. Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse hat, welches den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenskonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

18.8. Regeln zum Interessenkonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

18.9. Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 19. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen.

19.1. Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, von zwei (2) beliebigen anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet.

19.2. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Art. 20. Interessenkonflikte.

20.1. Kein Vertrag und keine Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeder anderen Gesellschaft kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder an dieser anderen Gesellschaft beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Führungskraft oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft sind. Kein Verwaltungsratsmitglied, das bzw. die als Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft tätig ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder anderweitig Geschäfte tätigt, darf auf Grund seines/ihrer Zugehörigkeit zu der anderen Gesellschaft daran gehindert werden, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder anderen Geschäften zu beraten und darüber abzustimmen, oder diesbezüglich tätig zu werden.

20.2. Sollte ein Verwaltungsratsmitglied ein Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben, die im Widerspruch zu den Interessen der Gesellschaft steht, muss das betreffende Verwaltungsratsmitglied diesen Interessenkonflikt melden und darf sich nicht an den Beratungen oder Abstimmungen über die betreffende Transaktion beteiligen. Der diesbezügliche Interessenkonflikt des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds muss der nächsten Versammlung der Anleger mitgeteilt werden.

20.3. Der in diesem Artikel verwendete Begriff "Interessenskonflikt" versteht sich ausschließlich im Verhältnis zu oder im Interesse bezüglich Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in welche der Initiator, die Verwaltungsgesellschaft, ein Investmentmanager, Berater, Beiräte, die Depotbank oder andere Personen, Gesellschaften oder juristische Personen involviert sind, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen festgelegt werden.

Art. 21. Freistellung. Die Gesellschaft stellt den Verwaltungsrat und Angestellte der Gesellschaft, Initiatoren, Verwaltungsgesellschaft, Investmentmanager und jeden Berater frei von allen Ansprüchen, Schadensersatzforderungen und Verbindlichkeiten, denen sie auf Grund ihrer Stellung als Verwaltungsratsmitglied, Angestellte der Gesellschaft, Initiatoren, Verwaltungsgesellschaft, Investmentmanager oder als Berater oder auf Grund ihrer Handlungen oder Unterlassungen bei der Erfüllung ihrer Pflichten ausgesetzt sind. Ausgenommen sind Ansprüche auf Grund grober Fahrlässigkeit, Vorsatz und willentlich schädigenden Verhaltens.

Abschnitt V. - Hauptversammlung

Art. 22. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

22.1. Die Anleger üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Anleger aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Anleger repräsentiert die Gesamtheit der Anleger der Gesellschaft. Ihr steht die Befugnis zur Anordnung, Durchführung oder Ratifizierung sämtlicher Tätigkeiten zu, welche im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft stehen, wobei dem Verwaltungsrat ein Einspruchsrecht zusteht (die Hauptversammlung).

22.2. Hat die Gesellschaft nur einen Anleger, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Anleger“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Anleger ausgeübt.

Art. 23. Einberufung der Hauptversammlung.

23.1. Die Hauptversammlung kann jederzeit durch den Verwaltungsrat einberufen werden.

23.2. Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem oder mehreren Anlegern, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft halten, vom Verwaltungsrat oder vom Abschlussprüfer einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

23.3. Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens acht (8) Tagen und acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung

ausschließlich durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum an jeden Anleger zu versenden sind.

23.4. Falls alle Anleger in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 24. Durchführung der Hauptversammlung.

24.1. Die Jahreshauptversammlung der Anleger wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am letzten Freitag des Monats Juni um 11:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Anleger am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Andere Hauptversammlungen können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

24.2. In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

24.3. In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

24.4. Ein Anleger kann an jeder Hauptversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Anleger vertreten.

24.5. Anleger die an einer Hauptversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

24.6. Jeder Anleger kann seine Stimme in einer Hauptversammlung durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welche per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung genannte Adresse gesendet wird. Die Anleger können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Hauptversammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Anleger ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

24.7. Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die er vor der entsprechenden Hauptversammlung erhalten hat.

Art. 25. Vertagung von Hauptversammlungen. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Anlegern, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 26. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

26.1. Der Rat der Hauptversammlung nimmt ein Protokoll jeder Hauptversammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

26.2. Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Art. 27. Quorum und Stimmrecht.

27.1. Jede Aktie, einer beliebigen Aktienklasse, soweit vorhanden, eines Teilfonds verleiht gemäß luxemburgischem Gesetz und der vorliegenden Satzung Anspruch auf eine (1) Stimme. Nur ganze Aktien sind stimmberechtigt.

27.2. Sofern sich nicht aus dem Gesetz von 1915, dem Emissionsdokument oder der jeweiligen Ergänzung, dem Gesetz von 2007 oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 28. Versammlungen der Teilfonds.

28.7. Die Anleger jedes Teilfonds können jederzeit Versammlungen der Teilfonds einberufen, um Entscheidungen in jeglichen Angelegenheiten, welche sich ausschließlich auf den jeweiligen Teilfonds beziehen, zu treffen.

Die Bestimmungen der Artikel 23 bis 27 dieser Satzung finden auf solche Versammlungen Anwendung. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen durch Gesetz erfolgt die Beschlussfassung der Anleger eines Teilfonds durch einfache Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger.

Art. 29. Laufzeit, Auflösung und Verschmelzung der Teilfonds.

29.1. Die Teilfonds werden für eine unbestimmte oder bestimmte Laufzeit errichtet, deren Einzelheiten dem Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung zu entnehmen sind. Wird ein Teilfonds für eine bestimmte Laufzeit errichtet, so endet seine Laufzeit automatisch mit dem im Emissionsdokument festgelegten Verfalldatum.

29.2. Der Verwaltungsrat kann die Auflösung eines Teilfonds beschließen, wenn der NIW dieses Teilfonds unterhalb eines bestimmten Wertes fällt oder einen bestimmten Wert nicht erreicht, welcher von dem Verwaltungsrat als Mindestbetrag für einen solchen Teilfonds im Hinblick auf eine wirtschaftlich effiziente Funktion festgesetzt wurde, oder wenn eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation in Verbindung mit dem jeweiligen Teilfonds eine Auflösung rechtfertigen würde. Der Auflösungsbeschluss bezüglich des jeweiligen Teilfonds ist vor Inkrafttreten der Auflösung unter Bekanntgabe der Gründe und des Auflösungsverfahrens gegenüber jedem Anleger zu veröffentlichen.

29.3. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch den Verwaltungsrat im Interesse des jeweiligen Teilfonds oder zur Wahrung der Gleichbehandlung der Anleger untereinander, können die Anleger des jeweiligen Teilfonds die Rücknahme ihrer Aktien weiterhin beantragen.

29.4. Die nach Abschluss der Auflösung des jeweiligen Teilfonds verbleibenden, nicht an die jeweiligen wirtschaftlichen Eigentümer ausgezahlten Vermögenswerte werden für einen Zeitraum von sechs (6) Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden diese Vermögenswerte im Namen der Anspruchsberechtigten bei der Caisse de Consignation hinterlegt.

29.5. Der Verwaltungsrat kann unter denselben, oben dargelegten Umständen einen Teilfonds auflösen und dieses mit einem anderen Teilfonds oder einem anderen gemeinsamen Anlagekonzept verschmelzen. Der Verwaltungsrat kann die Verschmelzung von zwei oder mehreren Teilfonds beschließen, wenn dies im besten Interesse der Anleger des betreffenden Teilfonds erscheint. Betroffene Anleger werden im Hinblick auf einen solchen Beschluss und der relevanten Informationen in Bezug auf einen neuen Teilfonds unterrichtet. Eine solche Unterrichtung erfolgt spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Verschmelzung, um den Anlegern die Beantragung einer Rücknahme ihrer Aktien vor Beendigung der Verschmelzung zu ermöglichen.

29.6. Werden Vermögenswerte einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen zugefügt, erfordert diese Verschmelzung die Zustimmung der Anleger des entsprechenden Teilfonds. Im Falle, dass dem Verwaltungsrat keine solche Befugnis zusteht, oder der Verwaltungsrat sich entschließt, diese Entscheidung der Versammlung der Anleger zu überlassen, ist die Entscheidung der Auflösung oder Verschmelzung in einer Versammlung der Anleger eines Teilfonds zu treffen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich des Auflösungs- oder Verschmelzungsverfahrens spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Auflösung oder Verschmelzung unterrichtet, um den Anlegern die Beantragung einer Rücknahme ihrer Aktien vor Beendigung der Auflösung oder Verschmelzung zu ermöglichen.

Art. 30. Zusammenlegung/Teilung von Aktien. Der Verwaltungsrat kann Aktien zusammenlegen oder teilen. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich der Zusammenlegung oder Teilung spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Zusammenlegung oder Teilung unterrichtet. Eine Beantragung einer Rücknahme ist in diesem Falle nicht gegeben.

Eine solche Zusammenlegung oder Teilung kann ebenfalls durch Beschluss der Versammlung der Anleger eines Teilfonds erfolgen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden.

Abschnitt VI. - Depotbank

Art. 31. Depotbank.

31.1. Im gesetzlich erforderlichen Umfang schließt die Gesellschaft mit einer von der CSSF zugelassenen Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg, welche den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 entspricht, eine Depotbankvereinbarung ab (die Depotbank).

31.2. Die Funktion der Depotbank, sowie ihre Pflichten und Zuständigkeiten richten sich nach dem Gesetz von 2007, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Emissionsdokument.

31.3. Sollte die Depotbank die Depotbankvereinbarung mit der Gesellschaft fristgemäß kündigen, so muss der Verwaltungsrat innerhalb von sechzig (60) Tagen einen Nachfolger für die Depotbank gegenüber der Depotbank benennen.

31.4. Der Verwaltungsrat kann den Vertrag mit der Depotbank kündigen. Die Hauptversammlung kann den Verwaltungsrat anweisen, den Vertrag mit der Depotbank zu kündigen. Die Depotbank darf nicht entlassen werden, bevor ein Nachfolger für sie ernannt wurde.

Abschnitt VII. - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 32. Geschäftsjahr und Jahresabschluss.

32.1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember desselben Jahres.

32.2. Der Verwaltungsrat erstellt jährlich eine Bilanz mit einer Gewinn- und Verlustrechnung sowie eine Bestandsaufnahme, welche die Werte der Aktiva und Passiva der Gesellschaft auflistet, mit einem Zusatz, welcher die Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der leitenden Angestellten, Direktoren und gesetzlichen Abschlussprüfer gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

32.3. Jeder Anleger kann die Bestandsaufnahme und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

32.4. Der Verwaltungsrat veröffentlicht spätestens sechs (6) Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Art. 33. Ausschüttungen.

33.1. Ausschüttungen erfolgen gemäß der im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung dargelegten Rangfolge der Zahlungen und insbesondere nach den Bestimmungen bezüglich der einzelnen Teilfonds. Die Versammlung der Anleger der Teilfonds legt auf Vorschlag des Verwaltungsrates für jeden Teilfonds innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen fest, wie die Gewinne der Gesellschaft, sofern vorhanden, verwendet werden. Sie kann gegebenenfalls Dividenden ausweisen, wenn das Kapital der Gesellschaft nicht unter das festgelegte Mindestkapital fällt.

Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit gemäß der vorliegenden Satzung und den Bestimmungen im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung, und insbesondere gemäß den Bestimmungen bezüglich der einzelnen Teilfonds Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Die Ausschüttung von freier Liquidität aus der Anlagetätigkeit der Gesellschaft kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Ausschüttung der NIW der Gesellschaft mindestens dem nach Luxemburgischem Recht geforderten Mindestkapital entspricht.

33.2. Ausschüttungen erfolgen in Euro oder in der Basiswährung eines Teilfonds zu dem Zeitpunkt und an dem Ort, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden.

33.3. Die Gesellschaft strebt eine langfristig stabile Wertentwicklung an.

33.4. Die vom Verwaltungsrat vorzuschlagenden Dividendenausschüttungen unterliegen der Entscheidung der Jahreshauptversammlung der Anleger. Die Zahlung der Dividenden wird unmittelbar nach der Jahreshauptversammlung durchgeführt. Beschlüsse über Zwischenausschüttungen bedürfen keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

33.5. Auf eine von der Gesellschaft ausgewiesene und von ihm dem Begünstigten zur Verfügung gestellte Dividende werden keine Zinsen gezahlt.

33.6. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, freie Liquidität aus der Anlagetätigkeit der Gesellschaft (einschließlich erzielter Erträge) in zulässige Vermögenswerte zu reinvestieren. Die Amortisationen der Projektbeteiligungen (Abschreibungen) werden durch die Gesellschaft wieder in neue Beteiligungen angelegt.

33.7. Eventuelle Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen und ausschüttungsberechtigten Aktien.

33.8. Eine ausgewiesene, aber nicht ausgeschüttete Dividende für eine Aktie kann vom Inhaber der betreffenden Aktie nach Ablauf eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der entsprechenden Benachrichtigung nicht mehr beansprucht werden, außer wenn der Verwaltungsrat auf diesen Zeitraum verzichtet oder ihn für alle Aktien verlängert hat. Nach Ablauf dieses Zeitraums fällt die betreffende Dividende wieder an den entsprechenden Teilfonds der Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat ist befugt, gegebenenfalls alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen und diese Maßnahmen im Auftrag der Gesellschaft zu genehmigen, um die entsprechende Rückführung an die Gesellschaft abzuschließen.

Art. 34. Aufsicht. Die Geschäfte der Gesellschaft und ihre finanzielle Situation werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer überwacht, der die Qualifikation als „réviseur d'entreprises agréé“ führt und durch einen Beschluss der Hauptversammlung bestimmt wird. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer erhält eine Vergütung von der Gesellschaft und ist bis zur Bestellung eines Nachfolgers bestellt. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer hat die Pflichten nach dem Gesetz von 2007 zu erfüllen. Er kann durch den Verwaltungsrat aus wichtigem Grund abberufen werden.

Art. 35. Änderungen der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 36. Änderung der Nationalität. Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 37. Auflösung.

37.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, für den eine Mehrheit von achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien erforderlich ist.

37.2. Sollte das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fallen, ist die Frage der Auflösung der Gesellschaft vom Verwaltungsrat an die Hauptversammlung zu richten. Die Hauptversammlung, für die keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit der einfachen Stimmenmehrheit der bei der Versammlung anwesenden und vertretenen Aktien.

37.3. Die Hauptversammlung muss sich ebenfalls mit der Auflösung der Gesellschaft befassen, wenn das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fällt. In diesem Fall findet die Hauptversammlung ohne Vorschriften im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit statt, und die Auflösung kann mit den Stimmen der Anleger beschlossen werden, die ein Viertel der bei dieser Hauptversammlung vertretenen Aktien besitzen.

37.4. Die Hauptversammlung ist derart einzuberufen, dass sie innerhalb eines Zeitraums von vierzig (40) Tagen ab Feststellung der Tatsache, dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden muss.

37.5. Die Auflösung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Insolvenzverwalter (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), welche von der Hauptversammlung der mit der Auflösung betrauten Anleger ernannt werden. Diese Hauptversammlung legt auch die Vollmachten und die Vergütung der Insolvenzverwalter fest. Die Auflösung erfolgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

37.6. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Gesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Auflösung bis zur Durchführung des Auflösungsbeschlusses keine Aktien der Gesellschaft mehr ausgeben oder zurücknehmen.

37.7. Der Reinerlös aus der Auflösung in Bezug auf jeden Teilfonds ist an die Anleger eines jeweiligen Teilfonds nach Maßgabe des Besitzes an den Aktien in dem jeweiligen Teilfonds auszubezahlen.

37.8. Alle Auflösungserlöse, die nach der Auflösung nicht an ihre Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden während eines Zeitraums von sechs (6) Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach Ablauf dieses Zeitraums werden die entsprechenden Vermögenswerte im Namen der Anspruchsberechtigten bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

37.9. Beträge, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist aus dieser Verwahrung gefordert werden, können gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts verfallen.

Art. 38. Anwendbares Recht. Für sämtliche Angelegenheiten, die in vorliegender Satzung nicht geregelt werden, sind das luxemburgische Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2007 in den jeweils gültigen Fassungen maßgeblich.

Art. 39. Allgemeine Feststellungen. Die im Maskulin verwendeten Begriffe umfassen das Femininum. Angaben in Bezug auf Personen oder Anleger gelten auch für Unternehmen, Personengesellschaften, Verbände und andere organisierte eingetragene oder nicht eingetragene Personengruppen.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird am letzten Freitag im Monat Juni des Jahres 2015 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Zeichnung von dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) durch Universal-Investment-Luxembourg S.A., vorbenannt

Insgesamt: 310 Aktien.

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-). Die Aktien sind alle in bar voll eingezahlt worden, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) zur freien Verfügung der Gesellschaft steht. Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichnenden Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten: Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf ca. EUR 2.200 veranschlagt.

Erklärung

Der diese notarielle Urkunde ausfertigende Notar erklärt, dass er das Vorliegen der Voraussetzungen nach Artikel 26 des Gesetzes von 1915 verifiziert hat, und bestätigt, dass diese Voraussetzungen beachtet wurden und bestätigt ferner dass diese Satzung mit den Voraussetzungen nach Artikel 27 des Gesetzes von 1915 übereinstimmt.

Gründungsversammlung der Aktionäre

Die oben angeführte Partei, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unmittelbar nach der Errichtung der Gesellschaft eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

- (i) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) festgelegt;
- (ii) Zu den Mitgliedern des Verwaltungsrates der Gesellschaft werden ernannt:
- a) Herr Stefan Rockel, beruflich ansässig in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher;
 - b) Herr Erich Hein, beruflich ansässig in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher; und
 - c) Herr Marc-Oliver Scharwath, beruflich ansässig in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher;
- Herr Stefan Rockel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Hauptversammlung der Aktionäre, die erstmalig am letzten Freitag im Monat Juni 2015 um 11:00 Uhr stattfinden wird.

(iii) Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer wird PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg bestellt.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre des Jahres 2015, die über das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr beschließt.

(iv) Sitz der Gesellschaft ist in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher.

Vollmacht

Die erschienene Partei gibt hiermit jedem Angestellten oder Mitarbeiter des unterzeichneten Notars alleinige Vollmacht, um mit der Anmeldung, Registrierung, Kündigung, Veröffentlichung oder andere zweckmäßige oder erforderliche Maßnahmen in Folge dieser Urkunde auszuführen, sowie gegebenenfalls etwaige Tippfehler, Unvollständigkeiten oder Schreibweise(n) in der Urkunde zu verbessern oder zu ergänzen und zu ratifizieren.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler, am Datum wie eingangs erwähnt.

Es wird hiermit bezeugt, dass ich, der unterzeichnend Notar, diese Urkunde eigenhändig unterzeichnet und mit dem Amtssiegel am heutigen Tage versehen haben.

Diese notarielle Urkunde im Original wurde dem Vertreter der anwesenden Partei verlesen, von diesem zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. Schlicht, J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 octobre 2014. Relation: GRE/2014/3958. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Schlink.

FUR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 14. Oktober 2014.

J. Castel
Der Notar

Référence de publication: 2014159540/763.

(140181397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Immo-Contrat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 37, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 28.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143483/9.

(140162688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Holdvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 49.277.

Je tiens à vous faire part de ma décision de renoncer avec effet immédiat au mandat d'administrateur qui m'avait été confié au sein de votre société.

Luxembourg, le 4 Août 2014.

Enzo LIOTINO.

Référence de publication: 2014143462/10.

(140163208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

AXA L Fund, AXA Luxembourg Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 27.225.

Nous avons l'honneur de vous inviter à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires de la Sicav AXA L FUND (l'"Assemblée"), qui se tiendra au siège de BGL BNP Paribas, 50, avenue J.F. Kennedy, à L-2951 Luxembourg, le 30 octobre 2014 à 10.00 heures, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Projet de fusion commun établi conformément à l'article 69 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la "Loi de 2010").
2. Rapport relatif au projet de fusion commun établi par Deloitte Audit Sàrl conformément à l'article 71 de la Loi de 2010 et déclarations émises par les dépositaires des sociétés fusionnantes conformément à l'article 70 de la Loi de 2010.
3. Fusion par absorption de la Société dans la SICAV AXA World Funds conformément au Projet de fusion commun, à l'article 5 des statuts de la Société et aux dispositions du prospectus et, en conséquence, transfert de l'ensemble du patrimoine (passif et actif) des compartiments de la Société dans des compartiments identifiés de la SICAV AXA World Funds comme suit:

AXA Luxembourg Fund (compartiment absorbé)	absorbé par	AXA World Funds (compartiment absorbant)
AXA Luxembourg Fund - Bonds Europe	absorbé par	AXA World Funds - Euro Bonds (Classe d'actions BX)
AXA Luxembourg Fund - Equity Europe	absorbé par	AXA World Funds - Framlington Europe (Classe d'actions A)
AXA Luxembourg Fund - Equity Immo Europe	absorbé par	AXA World Funds - Framlington Europe Real Estate Securities (Classe d'actions A)
AXA Luxembourg Fund - Global Assets Neutral	absorbé par	AXA World Funds - Global Optimal Income (Classe d'actions BX)

4. Dissolution sans liquidation de la Société.
5. Pouvoirs à conférer au Conseil d'Administration de poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'exécution des résolutions prises.

VOTE

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne pourra valablement délibérer et voter que si la moitié au moins du capital de la Société est présente ou représentée et les décisions, pour être valablement prises, devront être prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées le jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les voix exprimées ne prennent pas en compte les voix des actions représentées à l'Assemblée Générale Extraordinaire pour lesquelles les actionnaires n'ont pas pris part au vote ou se sont abstenus ou ont retourné un vote en blanc ou nul.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, l'Assemblée Générale Extraordinaire sera reconvoquée le 4 décembre 2014 à 14.30 heures au même endroit et ne sera plus soumise à aucune condition de quorum de présence et les décisions seront prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées le jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire reconvoquée.

Le quorum de présence et la majorité à l'Assemblée Générale Extraordinaire seront déterminés en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'Assemblée.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par procuration. Cette procuration reste valable pour l'Assemblée Générale Extraordinaire reconvoquée si le quorum de présence n'était pas atteint lors de la première Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Extraordinaire, conformément à l'article 11 des Statuts, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions, et les propriétaires d'actions nominatives notifié le Conseil d'Administration de leur intention de participer à l'Assemblée Générale Extraordinaire, cinq jours au moins avant l'Assemblée Générale Extraordinaire auprès de Mme Valérie Letellier ou par courriel à l'adresse "lux_funds_domiliation@bnpparibas.com" ou par fax au +352 26 96 9716, ou au service financier belge, AXA Bank Europe.

Les actionnaires qui seraient dans l'impossibilité d'assister à cette Assemblée Générale Extraordinaire sont priés de compléter et de signer la procuration disponible sur demande au siège social de la Société ou au service financier belge, AXA Bank Europe et de la retourner dûment complétée et signée avant le 25 octobre 2014 à 17.00 heures par courrier au siège social de la Société à l'attention de Mme Valérie Letellier ou par courriel à l'adresse "lux_funds_domiliation@bnpparibas.com" ou par fax au +352 26 96 9716, ou au service financier belge, AXA Bank Europe.

Le prospectus (en langue française), les Key Investor Information Documents (KIIDs) ainsi que les derniers rapports périodiques (en langues française et néerlandaise) de AXA World Funds seront disponibles sans frais pour tous les investisseurs concernés par la Fusion au siège social de AXA World Funds, 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, auprès du service financier belge, AXA Bank Europe, 25, Boulevard du Souverain, B-1170 Bruxelles, Belgique, ainsi que sur le site Internet www.axa-im-international.com ou www.axa-im.be. Une copie du rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les opérations de Fusion sera disponible (en langue française) au siège social de AXA Luxembourg Fund et de AXA World Funds et auprès du service financier belge susmentionné. Les VNI par action pour chaque Compartiment seront publiées respectivement au siège social de AXA Luxembourg Fund et de AXA World Funds ainsi que sur le site www.beama.be.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157071/755/69.

Image-In S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 103.883.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143480/9.

(140162876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Sebit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 99.078.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Diekirch, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141771/10.

(140160939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Portovaltravaglia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 160.591.

—
Les actionnaires de la Société sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 30/10/2014 à 11.00 heures au siège social de la société sis 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification de la cooptation du nouvel Administrateur décidée par le Conseil d'Administration en date du 13 février 2012;
2. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
5. Démission de Pinango Corp. de ses fonctions d'Administrateur et décharge;
6. Nomination d'un Administrateur en remplacement du démissionnaire;
7. Divers.

Pour assister ou pour se faire représenter par un mandataire à l'Assemblée Générale Ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions ou un certificat de blocage, émis par une banque attestant la propriété effective des actions, ainsi que, le cas échéant, la procuration y afférente, trois jours ouvrables avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire au siège de la société.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014157067/24.

Actor HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 143.905.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Heiko Dimmerling, Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changé. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3^{ème} étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Actor HoldCo S.à r.l.

Référence de publication: 2014143851/18.

(140164240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Spring Financial Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 64.901.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 29 octobre 2014 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2012 et 31 décembre 2013, et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157748/1023/18.

GRANJA S.A., société de gestion de patrimoine familial, «SPF», Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 76.110.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

qui aura lieu le 29 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014157747/1023/18.
